

# Équiterre<sup>o</sup>

## L'adaptation au cœur des solutions

Mémoire pour les consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral 2023  
Octobre 2022

# Liste des recommandations

## **Mobilité**

1. Moderniser le programme iVZE de manière à le rendre plus équitable et à favoriser la mobilité active.
2. Devancer le soutien permanent aux opérations des sociétés de transport en commun à l'année fiscale 2024-2025 et bonifier les montants prévus pour les opérations.
3. Rendre les autobus scolaires électriques admissibles au programme iVZE VML.
4. Soutenir les activités de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation en vue d'accélérer l'électrification des parcs d'autobus scolaires (4 millions \$).

## **Agriculture**

1. Prioriser la gestion du risque environnemental en agriculture avec la bonification de l'enveloppe des programmes à frais partagés.
2. Financer la formation et l'embauche de 1000 agent.e.s en services-conseils supplémentaires (100M\$).
3. Élaborer une stratégie pancanadienne sur la santé des sols (6 M\$ / 3 ans).
4. Bonifier le fond d'action climatique à la ferme (1,4 milliards \$ / 6 an)

## **Alimentation**

1. Bonifier et étendre les programmes d'alimentation scolaire existants (1 milliards / 5 ans)
2. Renforcer les infrastructures et les capacités des institutions et organismes partenaires qui offrent ces programmes aux écoles (50 millions \$)
3. Collaborer avec les Premières nations, des Inuits et des Métis afin de négocier un accord de Politique alimentaire et financer les programmes scolaires qui misent sur des repas nutritifs dans les écoles autochtones.

## **Économie circulaire**

1. Créer un fonds de réparation

# Introduction

## Les défis de l'adaptation

Pour répondre à la spirale inflationniste les différents paliers de gouvernement misent sur des mesures fiscales et pour permettre aux Canadiennes et aux Canadiens de s'adapter. Nous sommes d'avis que le budget 2023 doit aller plus loin en matière d'adaptation. C'est une occasion d'investir dans les mesures environnementales qui vont aider les familles canadiennes à diminuer le coût de la vie tout en permettant de lutter contre les changements climatiques et d'adapter notre territoire, nos milieux de vie.

Il est primordial d'adapter les collectivités canadiennes, tel qu'indiqué par l'Institut climatique du Canada dans son plus [récent rapport](#). Simplement en termes économiques, l'Institut estime que les dommages liés au climat engendreront des pertes de 25 milliards \$ au pays d'ici 2025. Dans la fourchette maximale d'émissions de gaz à effet de serre (GES), les pertes pourraient atteindre 101 milliards \$ en 2050 et 865 milliards \$ en 2100. Les impacts ne se feront pas simplement ressentir sur les finances publiques mais également sur les finances personnelles et sur la santé des Canadiens et des Canadiennes.

C'est une nouvelle crise du coût de la vie à laquelle il faut s'attendre si rien n'est fait, prévient l'Institut climatique du Canada. Et comme très souvent, ceux qui sont le plus affectés par les crises financières, ce sont les populations les plus vulnérables. L'adaptation des collectivités canadiennes pour les préparer à atténuer et confronter les impacts des changements climatiques est donc un outil au service de la justice environnementale. Les choix économiques et les priorités d'investissement des prochaines années seront déterminants pour notre capacité à nous adapter à une nouvelle réalité climatique en constante évolution. Nous encourageons donc le gouvernement fédéral à réfléchir ses investissements en ce sens et de les encadrer dans une stratégie cohérente d'adaptation climatique, attendue impatiemment.

## Adapter l'économie

S'adapter c'est aussi pivoter rapidement l'économie canadienne hors des énergies fossiles si nous voulons limiter le réchauffement climatique sous les 1,5°C et ainsi protéger les citoyen(ne)s et l'économie canadienne contre les fluctuations du marché des énergies fossiles.

L'Agence internationale de l'énergie, pourtant historiquement très conservatrice, explique dans son rapport [Net Zero by 2050](#) que tous les pays doivent renoncer dès à présent au développement de nouveaux projets d'exploitation pétrolière et gazière afin d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

### **Les subventions aux énergies fossiles : un frein à la transition**

Une des façons de transitionner hors des énergies fossiles ainsi que de favoriser la transition et l'innovation est de remplir les promesses canadiennes sur la fin des subventions et aides gouvernementales aux énergies fossiles. Ces subventions favorisent la production et la consommation d'énergies fossiles et minent la compétitivité des alternatives renouvelables et de la sobriété énergétique. Elles représentent également des dépenses gouvernementales conséquentes qui encouragent le problème plutôt que les solutions.

## Adapter le marché du travail

La transition énergétique et économique doit se faire en partenariat avec les travailleurs, les employeurs, les communautés et les différents paliers de gouvernement. Une transition juste bien planifiée, financée et implantée protégera les travailleurs et les communautés d'aujourd'hui et de demain en plus de favoriser l'acceptation des politiques environnementales.

## Mobilité

En mars 2022, le Canada a officialisé son objectif visant à ce que 100 % des véhicules neufs vendus soient zéro émission d'ici 2035, et a adopté de nouveaux objectifs, soit que les véhicules zéro émission (VZE) représentent 20 % des ventes d'ici 2026 et 60 % d'ici 2030. Toutefois, une modélisation commandée par Équiterre et la Fondation David Suzuki révèle que les politiques annoncées ou en vigueur en date de septembre 2021 étaient largement insuffisantes pour atteindre ces objectifs.<sup>1</sup>

## Le programme iVZE

Des réformes au programme iVZE permettraient de favoriser une transition équitable vers des modes de transport faibles en carbone, tout en internalisant les coûts associés à la hausse des gros véhicules et, par le fait même, en allégeant le fardeau fiscal du gouvernement fédéral.

Équiterre recommande l'introduction d'une redevance environnementale qui serait corrélée négativement à l'efficacité énergétique d'un véhicule et s'appliquerait aux ventes de tous les véhicules à essence. Les recettes pourraient alors être réemployées de manière que le programme iVZE soit en mesure de s'autofinancer.

---

<sup>1</sup> John Axsen et Chandan Bhardwaj (2022), « Atteindre 100 % de ventes de véhicules zéro émission d'ici 2035 au Canada », *START*. [https://cms.equiterre.org/uploads/Fichiers/Rapport\\_zev\\_FR\\_final2.pdf](https://cms.equiterre.org/uploads/Fichiers/Rapport_zev_FR_final2.pdf)

Par ailleurs, le gouvernement devrait favoriser le transfert de l'utilisation des véhicules personnels vers des modes de transport collectif et actif, comme le covoiturage et le vélo. Prévoyant un remboursement partiel des coûts liés à l'achat d'un vélo à assistance électrique, les programmes EV Assist de la Nouvelle-Écosse et Bonus vélo en France sont d'excellents exemples.<sup>2</sup>

Enfin, le gouvernement fédéral devrait permettre l'admission des VZE d'occasion au programme iVZE et adapter les incitatifs en fonction du revenu des ménages.

Ces deux dernières recommandations s'inscrivent dans une optique d'accessibilité et d'équité, car dans des contextes où les solutions de rechange à l'automobile sont peu viables, les ménages à faible revenu ne doivent pas être laissés pour compte.

### Recommandation : pour une mobilité plus accessible, plus inclusive et plus durable

1. Réformer la structure du programme iVZE en y intégrant le programme de redevances ou remplacer le programme d'écoprélèvement par une redevance structurante basée sur les émissions de GES à l'achat de véhicules à essence.
2. Élargir la portée du programme en rendant admissibles les vélos à assistance électrique (50 millions de dollars / 2 ans).
3. Rendre admissibles les VZE d'occasion au programme iVZE.
4. Adapter les incitatifs à l'achat de VZE en fonction du revenu des ménages et plafonner l'admissibilité en fonction du revenu.

## Transport collectif

Parce que le transport est un service essentiel et la mobilité est un droit, le gouvernement fédéral devrait appuyer les sociétés de transport dès maintenant en devançant de deux années fiscales, soit dès 2024, son soutien financier permanent au transport en commun afin réduire les émissions de GES rapidement et offrir des alternatives convaincantes à l'auto solo bien avant 2030, en plus de bonifier les montants qu'il prévoit. C'est pourquoi Équiterre appuie les [recommandations d'Environmental Defence](#) en matière de financement des opérations du transport en commun.

### Recommandation : assurer la pérennité des opérations du transport collectif

1. Devancer le soutien permanent aux opérations des sociétés de transport en commun à l'année fiscale 2024-2025 et bonifier les montants prévus pour les opérations.

---

<sup>2</sup> EV Assist Nova Scotia (2022), « Rebates ». <https://evassist.ca/rebates/> ; Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « Bonus vélo : une aide pour l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE) ». <https://www.economie.gouv.fr/particuliers/prime-velo-electrique>

## Transport scolaire électrique

Les bénéfices associés à l'électrification des autobus scolaires sont multiples. En éliminant les autobus au diesel, on améliore la qualité de l'air pour nos enfants, on progresse dans la réduction des émissions de GES et on réalise des économies à long terme sur les coûts d'exploitation des parcs de véhicules.

Cependant, les prix d'achat élevés des autobus scolaires électriques demeurent un frein à cette transition. À ce titre, le programme d'incitatifs iVZE VML, qui a été chaudement applaudi par le milieu environnemental, exclut actuellement ces véhicules, une réalité qu'il faut corriger rapidement. Les investissements en renforcement des capacités sont un complément nécessaire aux mesures incitatives pour réussir la transition.

### Recommandations : protéger la qualité de l'air pour nos enfants

- Rendre les autobus scolaires électriques admissibles au programme iVZE VML.
- Soutenir les activités de renforcement des capacités, d'éducation et de sensibilisation en vue d'accélérer l'électrification des parcs d'autobus scolaires (4 millions \$).

## Agriculture

Le budget 2023 sera le premier budget pour le nouveau cadre stratégique agricole durable. L'ambition accrue du gouvernement démontrée à travers le nouveau cadre stratégique agricole, l'énoncé de Guelph, le plan de réduction des émissions, devrait se refléter dans un budget 2023 ambitieux pour l'agriculture durable.

Cela devrait passer par l'augmentation du soutien aux agriculteurs par la rétribution des bonnes pratiques, incluant la diversification des cultures pour garantir une saine autonomie alimentaire, des investissements dans le soutien et le transfert de connaissances.

### Recommandations : les solutions agroenvironnementales pour renforcer le secteur

1. Prioriser la gestion du risque environnemental en agriculture avec la bonification de l'enveloppe (500 M\$) des programmes à frais partagés.
2. Financer la formation et l'embauche de 1000 agent.e.s en services-conseils supplémentaires (100M\$).
3. Élaborer une stratégie pancanadienne sur la santé des sols (6 M\$ / 3 ans).
4. Bonifier le fond d'action climatique à la ferme pour inclure les 6 pratiques suivantes : amendements organiques, la diversification des cultures, les zones tampons, la prévention de la compaction, l'agroforesterie et la gestion intégrée des ravageurs. (1,4 milliards \$ / 6 an)

## Alimentation

Le collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire a [récemment sonné l'alarme](#) à propos de l'enjeu de l'insécurité alimentaire. C'est 15% des enfants québécois qui vivent dans des familles en situation d'insécurité alimentaire et l'augmentation actuelle du prix des aliments n'est pas sans conséquences. Une des solutions passe par la mise en place d'un programme d'alimentation scolaire universel pour tous les élèves afin que les jeunes aient accès à des repas sains à l'école. Ce programme axé sur un approvisionnement alimentaire sain et de proximité est une recette gagnante pour les jeunes.

### Recommandations : aider les familles à diminuer le coût de l'épicerie

1. Bonifier et étendre les programmes d'alimentation scolaire existants (1 milliards / 5 ans).
2. Renforcer les infrastructures et les capacités des institutions et organismes partenaires qui offrent ces programmes aux écoles (50 millions \$).
3. Collaborer avec les Premières nations, des Inuits et des Métis afin de négocier un accord de Politique alimentaire et financer les programmes scolaires qui misent sur des repas nutritifs dans les écoles autochtones.

## Économie circulaire

L'économie linéaire produit une quantité insoutenable de GES en raison du gaspillage lié à la surexploitation des ressources naturelles. L'accaparement des terres naturelles pour les activités d'extraction et de production contribue d'ailleurs au déclin du vivant.

Il est impératif de revoir cette course à la production de biens à usage unique et d'innover pour réduire la pression exercée sur nos ressources naturelles et nos milieux de vie. Or, le Canada n'a pas de stratégie pour augmenter l'indice de circularité de son économie. Nous préconisons le développement du secteur de la réparation de biens domestiques dans une perspective de transition.

Avec le contexte d'inflation actuel, la réparation permet également aux ménages canadiens d'économiser. Effectivement, à long terme, le remplacement fréquent des biens par des produits neufs s'avère plus dispendieux que de faire réparer les produits que les ménages possèdent déjà.

### Recommandation : soutenir la réparation pour réduire les frais des ménages

1. Créer un fonds de réparation.